

## République tchèque

### Conseil de l'Europe

Adhésion : 30 juin 1993

(République fédérative tchèque et slovaque)

### La Convention

Signature : 21 février 1991

Ratification : 18 mars 1992

(Dates de signature et ratification par l'ancienne République fédérative tchèque et slovaque)

### Juge en fonction

Karel JUNGWIERT

### Premier arrêt

*Špaček, s.r.o. c., République tchèque*

(9 novembre 1999)

La Cour et la République tchèque au 1<sup>er</sup> janvier 2011

Nombre total d'arrêts : 158

Arrêts de violation : 142

Arrêts de non-violation : 5

Autres arrêts : 11

Décisions d'irrecevabilité : 8 232

Requêtes pendantes : 1 302

### Exemples de mesures générales

#### **Exel c. République tchèque** (5 juillet 2005)

Absence d'audience publique devant le tribunal de commerce et la cour supérieure.

⇒ Changement de jurisprudence de la Cour suprême, définissant dans quelles circonstances le tribunal est tenu de convoquer une audience dans le cadre d'une déclaration de mise en faillite. Par la suite, adoption d'une nouvelle loi sur la faillite.

#### **Singh c. République tchèque**

(25 janvier 2005)

Maintien en détention des requérants pendant deux ans et demi dans l'attente de leur expulsion.

⇒ Introduction d'un délai de cinq jours ouvrables pour se prononcer sur une demande de libération.

#### **Heglas c. République tchèque**

(1<sup>er</sup> mars 2007)

Enregistrement d'une conversation grâce à un appareil d'écoute installé à même le corps et utilisation d'une liste d'appels téléphoniques comme preuve à un procès.

⇒ Introduction dans le code de procédure pénale de dispositions régissant l'obtention de la liste des appels téléphoniques dans

### Exemples d'affaires concernant la République tchèque

#### **Malhous c. République tchèque** (12 juillet 2001)

Jan Malhous se plaignait de n'avoir pas bénéficié d'une audience publique devant un tribunal indépendant et impartial dans la procédure en restitution de parcelles de terres agricoles ayant appartenu à son père et qui avaient été expropriées sans indemnisation.

*Violation de l'article 6 § 1 (droit à un procès équitable)*

#### **Crédit industriel c. République tchèque** (21 octobre 2003)

La société requérante se plaignait de n'avoir disposé d'aucun recours quant à la décision de la placer sous administration forcée et quant aux décisions administratives et judiciaires ultérieures.

*Violation de l'article 6 (droit à un procès équitable)*

#### **Wallová et Walla c. République tchèque** (26 octobre 2006)

Emilie Wallová et son époux Jaroslav Walla dénonçaient le placement de leurs enfants dans un établissement public au motif que la famille n'avait pas disposé d'un logement stable et convenable.

*Violation de l'article 8 (droit au respect de la vie familiale)*

#### **Kříž c. République tchèque et Mezl c. République tchèque** (9 janvier 2007)

Václav Kříž et Oldřich Mezl dénonçaient tous deux la durée des procédures relatives à leur droit de visite et à l'autorité parentale pour ce qui est de M. Mezl. Par ailleurs, ils se plaignaient de l'impossibilité prolongée d'obtenir l'exécution des décisions leur accordant un droit de visite, les privant ainsi de contact avec leurs enfants.

*Violation de l'article 6 (droit à un procès équitable)*

*Violation de l'article 8 (droit au respect de la vie familiale)*

#### **D.H. et autres c. République tchèque** (13 novembre 2007)

L'affaire concernait la scolarisation des requérants dans des écoles spéciales, en raison de leur origine rom.

*Violation de l'article 14 (interdiction de la discrimination) combiné avec l'article 2 du Protocole n° 1 (droit à l'instruction)*

#### **Macready c. République tchèque** (22 avril 2010)

Thomas Lawrence Macready, un ressortissant américain, se plaignait qu'après son divorce, son épouse était partie sans son consentement en République tchèque avec leur enfant. La Cour a conclu que les autorités tchèques n'ont pas assuré le droit de visite du requérant pendant la procédure de retour de son fils aux États-Unis.

*Violation de l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale)*

le cadre d'enquêtes ainsi que l'enregistrement de conversations à l'aide d'un dispositif d'écoute installé sur le corps d'une personne.

#### Exemple de mesure individuelle

#### **Bucheň c. République tchèque** (26 novembre 2002)

⇒ Le requérant, ancien juge militaire, a pu continuer de recevoir l'allocation de retraite qui avait été suspendue de manière discriminatoire lorsqu'il avait été affecté en tant que juge à un tribunal de droit commun.